



## CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 17 FÉVRIER 2022

L'an deux mille vingt deux, le dix sept février, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

### **Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

### **Secrétaire de séance**

KERLAN Frédéric

### **Excusés**

FLOCH Jean-Bernard (pouvoir à LECLERC Patrick)  
BERVAS Viviane (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)  
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)  
CALVEZ-BARNOT Gaëlle (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)  
NICOLAS Angélique (pouvoir à ROULLEAUX David)  
QUILLEVERE Séverine (pouvoir à CALVEZ Gilles)  
APPELGHEM Ludovic (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)  
SOUN Véronique (pouvoir à CORRE Michel)  
YVINEC Odile (pouvoir à QUENTRIC-BOWMAN Morgane)

Conseil de Communauté du 17 février 2022  
Délibération n°DCC2022\_016

<b>Objet</b>	<b>Création d'un emploi non permanent de chargé de relation entreprises et emplois</b>
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

Introduit par la loi de transformation de la fonction publique et depuis le 29 février 2020, « le contrat de projet » est une nouvelle possibilité de recrutement sur emploi non permanent. Ce nouveau contrat a pour but de « mener à bien un projet ou une opération identifiée ».

Il s'agit d'un contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération. Le contrat peut être conclu pour une durée minimale d'un an fixée par les parties dans la limite de six ans.

Il est ouvert à toutes les catégories hiérarchiques (A, B et C) et tous secteurs confondus. Sont concernés les emplois non permanents, ils ne sont donc pas ouverts aux fonctionnaires, sauf par le biais du détachement.

Ce type de contrat va permettre le recours à des agents contractuels sur la durée réelle du besoin.

**Contexte :**

Un accompagnement des entreprises et de l'emploi a été initié depuis 2018 par la collectivité,

**Suite à la crise sanitaire, et à la levée de certaines contraintes sanitaires depuis janvier 2021 "Pôle emploi" a enregistré 983 offres d'emploi sur la CAPLD tout secteur confondus dont 702 sur des secteurs en tension (397 offres pourvues et 305 non pourvues). Parmi les secteurs les plus touchés par ces difficultés de recrutement : L'industrie, le BTP, les services à la personne...**

**Les origines de ces difficultés varient selon les domaines : pénuries de candidats potentiels, manque d'attractivité sur les métiers les moins qualifiés, mutation de marché, conditions de travail difficiles.**

**Pour aider les entreprises à faire face à ces difficultés et en lien avec le projet de territoire validé début septembre 2021, la CAPLD souhaite accentuer cette dynamique emploi en mobilisant les entreprises en faveur des publics avec une attention particulière portée sur le recrutement « des publics jeunes ». Les objectifs sont de faire rencontrer l'offre et la demande, guider les demandeurs d'emploi vers les métiers les plus demandés et faciliter ainsi les transitions professionnelles.**

**Principales motivations de la collectivité**

Cette création de poste est motivée par la candidature de la collectivité à l'appel à projet « fonds social Européen Réact EU ». Ce dispositif relève du programme Opérationnel National FSE 2014\_2020.

DEFIS EMPLOI du Pays de Brest lance un appel à projet afin de financer avec l'aide des crédits du FSE REACT-EU des actions visant à proposer de nouvelles actions en réponse à la crise COVID19.

La définition de ces actions s'appuie sur les besoins des entreprises faisant face à des

difficultés de recrutement ou à des pénuries de profil.

- Le projet « territoire jeunes chômeurs » des élus de la CAPLD cadre avec l'AAP,
- La création du poste de chargé de relation entreprises et emploi pour l'année 2022 permettra d'une part d'accélérer le démarrage de ce projet et d'autre part, de répondre à court terme aux besoins de recrutement des entreprises par la mise en place d'actions individuelles et collectives.

**Nature du programme :**

**1- Objet :**

- Proposer un appui RH aux entreprises et capter les offres d'emploi : aide au recrutement, analyse des besoins,
- Organiser et animer des actions collectives de mobilisation des entreprises, favorisant la mise en relation avec les participants et la vie de réseau
- Communiquer sur les métiers porteurs dans les différents domaines d'activités

**2- Durée : 12 mois**

**3- Financement :** Fonds REACT\_EU + fonds communautaires. Il est précisé que la création du poste est subordonnée à la validation de la candidature à cet appel à projet.

**4- Réponse à l'AAP : Fin février 2022**

C'est pourquoi il est proposé de créer un emploi non permanent à temps complet de chargé de mission relation entreprises et emploi pour une durée de 12 mois couvrant la période d'avril 2022 à Mars 2023 inclus.

Poste: Le chargé de mission relation entreprises et emplois développe le partenariat avec les entreprises autour de l'emploi et propose aux chefs d'entreprises des solutions adaptées favorisant l'emploi des publics avec une attention particulière portée au recrutement du « public jeunes » sur le territoire de la CAPLD.

Dans le cadre de ses missions, il anime, organise les instances de suivi et les réunions de travail. En coordination avec l'ensemble des acteurs de l'emploi et de la formation du territoire, il veille à mettre en œuvre le plan d'actions défini en faveur du rapprochement de l'offre et de la demande d'emploi.

Ces missions seront exercées par un contractuel relevant de la catégorie B, dans les conditions fixées

à l'article 3-II de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

La rémunération est fixée dans la limite de l'indice terminal du grade de rédacteur territorial. Celle-ci est fixée par l'autorité territoriale en prenant en compte les fonctions exercées, la qualification requise pour leur exercice et l'expérience de l'agent sélectionné.

Afin de garantir le respect du principe d'égal accès aux emplois publics, les recrutements en contrat

de projet devront suivre a minima les grandes étapes de la procédure de recrutement des contractuels

sur emploi permanent.

**DÉLIBÉRATION:**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas,

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 – article 3 II

Vu le décret 2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique,

Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 4 février 2022

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 25 janvier 2022

**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Envoyé en préfecture le 01/03/2022

Reçu en préfecture le 01/03/2022

Affiché le

ID : 029-242900801-20220225-DCC2022\_016-DE

**Article unique : autorise la création de cet emploi et l'inscription au budget des crédits correspondants**